

La fracture sociale par Jean-Marie Colombani

Le MONDE | Article paru dans l'édition du 27.05.03

LE BRAS DE FER qui s'est engagé entre le gouvernement et une partie du pays est dangereux. Il l'est pour une société de nouveau gagnée par l'inquiétude, quand il lui faudrait d'abord des raisons de croire en elle-même. Il l'est pour le premier ministre nommé il y a un an et qui court le risque de la disqualification.

Ce dernier a si bien manœuvré qu'il s'est placé lui-même devant une contradiction apparemment insoluble.

S'il recule devant « la rue » et retire son projet sur les retraites, ce sera désastreux pour l'esprit de réforme, plus que jamais nécessaire dans le contexte difficile de l'économie européenne ; s'il s'obstine, cela sera de nature à dégrader davantage la relation entre les Français et la politique, quand il faudrait travailler à la restaurer ; s'il persiste avec les mêmes arguments, il aura littéralement monté les Français les uns contre les autres.

Comment en est-on arrivé là ? A tout seigneur tout honneur. La séquence que nous vivons en rappelle quelques autres : à chaque fois que Jacques Chirac prend les rênes - 1974, 1986, 1995 - tout commence dans le bonheur et tourne vite à l'aigre, car toujours le même schéma s'applique : on tient quelques promesses de campagne et l'on est vite obligé de « serrer les boulons » ; on s'en va lorsque l'impopularité guette (1976), ou l'on est remercié (1988 et, d'une certaine façon, décembre 1995) pour avoir pratiqué de façon un peu trop cynique l'art du tête-à-queue. Nous sommes évidemment dans la répétition de ce scénario immuable, avec l'avantage que procure cette fois le calendrier électoral, qui donne au président quatre ans de tranquillité institutionnelle.

Chance historique

A cela s'ajoute la part propre à Jean-Pierre Raffarin. Ce dernier a lui-même choisi de miser sur la réforme des retraites, thème majeur de la critique faite à M. Jospin pendant la campagne présidentielle. Il avait le choix entre deux méthodes : celle, expéditive, d'Edouard Balladur (par décrets, dans la foulée de son accession à Matignon, en 1993) ; celle qu'il a choisie, tendant à montrer un vrai sens politique, une main légère mais sûre, en même temps que l'art de la gestion du temps. Avec une chance historique qui jouait en sa faveur : une gauche inaudible parce que sortie du jeu ; des syndicats sinon bienveillants, en tout cas décidés à ne pas être irresponsables - la CFDT par conviction, FO par proximité politique, la CGT forte de son tournant réformiste ; enfin, une opinion convaincue de la nécessité de la réforme.

Cette chance, M. Raffarin l'a laissée passer faute d'avoir mené la bonne pédagogie, et surtout en contribuant lui-même à une accumulation d'annonces mal préparées - avec, en prime, depuis le Québec, l'expression, inhabituelle à ce niveau de responsabilité, de son mépris. Pêle-mêle, on a eu droit au chantier des universités, à celui, guère plus encourageant, du système de santé, le tout à l'intérieur de « lettres de cadrage » budgétaire où le mot « discipline » est censé faire oublier celui de « rigueur » !

Bref, le retour, après une brève parenthèse heureuse (les trois premières années du gouvernement Jospin) à un scénario bien connu des Français : depuis 1983, les classes moyennes, les employés et les ouvriers - en somme, les catégories sociales qui forment le socle

central de la société française - sont toujours sommés de s'adapter et portent l'essentiel de l'effort de la collectivité. Hier, la perspective était celle de l'euro et de l'intégration européenne ; mais aujourd'hui ? Aucune pédagogie de la réforme ne peut réussir si elle n'est pas accompagnée d'une perspective cohérente et entraînant. Où est-elle ? Qui l'a jamais formulée autrement qu'à travers tel ou tel slogan (« La France en grand », slogan de la campagne chiraquienne de 2002) ?

La France pour tous en fut un autre, du même Jacques Chirac, en 1995, titre d'un livre (Nil éd., 1994) qui fut l'étendard de sa conquête du pouvoir. Premières lignes : « La France souffre d'un mal plus profond que ne l'imaginent les acteurs politiques, les responsables économiques, les intellectuels en vogue et les célébrités du système médiatique. Le peuple a perdu confiance. Son désarroi l'incline à la résignation ; il risque de l'inciter à la colère. » On y lisait que « trop de Français se sentent incompris et dédaignés », que « trop de responsables raisonnent sur des chiffres, pas sur la vie des hommes », et, enfin, que « le sort fait aux Français les plus modestes » appelle « un changement profond ». C'était le refrain de la fracture sociale, de nouveau d'actualité. Le gouvernement pense pouvoir cantonner les protestations actuelles sur un seul terrain, celui qu'il a choisi - les retraites et sa détermination à réformer. Ce faisant, il se trompe de diagnostic.

Car c'est une lassitude et une exaspération plus générales qui s'expriment et se rejoignent, ébranlant la France bien au-delà des seules catégories en grève. La crise morale, le mal-être du corps enseignant et des personnels de santé affectent déjà tout un chacun ; or, sans répondre vraiment à ces désarrois professionnels, on y ajoute l'idée que, dans le futur aussi, au moment de la retraite, les situations individuelles vont se dégrader. Et, dans le même mouvement, le chômage de masse fait son grand retour, ce chômage qui est la véritable arme de destruction massive d'une société. Ecole, santé, chômage et, maintenant, le futur avec les retraites : l'ensemble des couches salariées est sinon ébranlé, du moins concerné. Et, du gouvernement, ces dernières n'entendent qu'une pédagogie négative, celle qui domine depuis la crise des années 1980, celle de l'effort, du sacrifice, de la remise en cause d'avantages qu'elles croyaient acquis pour les générations futures, sans qu'on leur propose, en retour, une perspective laissant entrevoir une amélioration concrète de leur vie quotidienne, une ambition positive en quelque sorte.

« Tout ou rien »

Un an après le séisme du 21 avril, le pays attendait sans doute mieux qu'un gouvernement réduit à godailler - il va chercher à politiser le dossier et oppose le public « archaïque » au privé - et contraint de faire la part du feu ; par exemple, en reculant sur l'éducation et les universités pour mieux tenir sur les retraites. Et surtout mieux que d'avoir pour toute perspective d'attendre... la reprise économique, dont on espère qu'elle se situera suffisamment en amont des échéances électorales de 2007. Quel excellent dessein !

Tout n'est pas si sombre, bien sûr : le gouvernement peut sans doute se prévaloir du dynamisme d'un Nicolas Sarkozy ou de la posture internationale du couple Chirac-Villepin, qui ont protégé un temps le gouvernement mais aussi masqué des mécontentements qui menacent aujourd'hui de s'aggraver.

Mais les problèmes de fond demeurent : celui de la représentation, et du divorce entre celle-ci et le pays ; celui des inégalités, que le gouvernement a choisi d'ignorer (comme en témoignent les baisses d'impôts) ; celui de la cohésion sociale, où l'on attend toujours que soit traitée dans toute son ampleur la question de la socialisation des jeunes issus de l'immigration. Celle même de la décentralisation, réforme nécessaire, censée répondre à la crise de la représentation, que

le gouvernement réussit à affaiblir par les maladresses de son ministre de l'éducation. Il faudrait une équipe capable de prendre ces questions à bras le corps et d'entraîner le pays avec lui.

Car, loin d'être craintives et immobiles, les forces vives du pays ne demandent qu'à se mobiliser autour d'une ambition collective où réforme soit synonyme de progrès - l'évolution de l'opinion sur les retraites le montre, puisque ce n'est pas le principe d'une réforme qui est contesté, mais cette réforme-là. Il est en effet une autre erreur de Jean-Pierre Raffarin dont l'effet immédiat est de creuser le divorce entre gouvernants et gouvernés et, du coup, d'accroître cette fracture sociale, morale et politique, fracture dont la droite aurait tort d'oublier qu'elle n'en a profité que par accident en 2002. Cette erreur, c'est ce « tout ou rien » qui, sur la réforme des retraites, force au défi et à l'affrontement. Pas de négociations durables, deux signatures syndicales à la hussarde et, maintenant, un empressement à limiter le débat au seul débat parlementaire quand, des urnes à la rue, de l'abstention croissante aux manifestations récurrentes, on voit bien que les salariés se sentent ignorés. Pis qu'un crime, une faute : le gouvernement recrée ainsi cette illusion d'une « pensée unique », d'une seule voie pour la réforme, d'un « bon sens » que seuls maîtriseraient les politiques en place sans chercher à entendre les propositions alternatives venues du monde syndical.

Pour qu'elle se réforme - et elle en a bien besoin, dans tous les domaines et dans l'intérêt général -, la France est en manque d'un pacte social. Refuser la négociation - refuser d'ouvrir un véritable dialogue avec les syndicats qui, à ce jour, n'a pas eu lieu -, c'est le mettre en péril. Si les grèves ne se généralisent pas, le gouvernement aura bien tort de se croire vainqueur. Demain, après-demain, le prix à payer de son arrogance et de son entêtement sera autrement plus élevé.

Jean-Marie Colombani

Le MONDE | 26.05.03